



SOUTIEN AUX OPÉRATEURS DE REMONTÉES MÉCANIQUES FACE À LA HAUSSE DE L'ÉNERGIE

En France, environ 70 % des stations d'hiver négocient leur contrat triennal avec les fournisseurs d'énergie cet automne. Après deux saisons gâchées par la pandémie de COVID-19, la hausse des prix de l'énergie menace de nouveau les opérateurs de remontées mécaniques et les stations de montagne. Pour ces entreprises, l'électricité pourrait représenter sur la saison à venir, jusqu'à 20 % de leurs coûts, contre 2 à 5 % aujourd'hui.

Si cette hausse n'est pas contrôlée, elle risque d'avoir un impact majeur sur la vitalité de nos entreprises et l'attractivité de nos territoires.

Si ce contexte vient à durer, les conséquences risquent d'être très lourdes pour les communes supports de station, engendrant une chute des investissements dans les domaines skiables, une baisse des redevances aux collectivités, une réduction de la durée de la saison, jusqu'à la cessation complète d'activité de certains domaines avec toutes les répercussions sur le tissu socio-économique sur le territoire que nous connaissons.

Consciente de l'importance jouée par les opérateurs de remontées mécaniques pour les territoires de montagne, je suis donc intervenue auprès de Bruno Le Maire, Ministre de l'Economie, afin d'inciter l'Etat à les aider à traverser cette crise, en permettant un accès plus généralisé à ces acteurs; aux aides disponibles pour faire face à cette crise énergétique.



Vous trouverez l'intégralité de mon intervention [au lien suivant](#).

TRIBUNE RÉAFFIRMANT MON ATTACHEMENT À L'AGRICULTURE ET LA RURALITÉ FACE AUX DÉRIVES PROCÉDURIÈRES

Avec 43 collègues Sénateurs de droite, nous avons appelé le Président de la République, à protéger les agriculteurs face à la multiplication de procédures à leur encontre, en estimant qu'une réponse politique, juridique et pratique s'impose afin de rassurer la profession. Aujourd'hui, la multiplication de recours à l'encontre des agriculteurs témoigne de la volonté d'une poignée d'intolérants d'aseptiser la campagne et de la mettre sous cloche. C'est inacceptable !

Nous, sénateurs, sommes engagés depuis longtemps pour rassurer et conforter nos agriculteurs dans l'exercice de leurs activités et attendons des actes forts en conséquence ! Retrouvez l'intégralité de cette tribune [au lien suivant](#).

OUVERTURE DES DROITS À LA RETRAITE DES AGRICULTEURS ÉLUS OU ANCIENS ÉLUS

J'ai saisi le Ministre de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire sur **l'ouverture des droits à la retraite des agriculteurs retraités, élus ou anciens élus**.

La loi 2020-839 du 3 juillet 2020 visant à assurer la revalorisation des pensions des retraites agricoles avait pour objectif de garantir un niveau minimum de pensions à 85 % du SMIC pour les agriculteurs à la retraite. Pour atteindre ce montant un complément différentiel de points de retraite complémentaire obligatoire devait être versé à compter du 1er novembre 2021. Beaucoup d'agriculteurs retraités qui ont été élus ont alors vu leur retraite IRCANTEC, régime obligatoire des élus, prise en compte dans le calcul du plafond et le complément annoncé dans la loi a été réduit. En effet, la loi prévoit une revalorisation des pensions des personnes non salariées des professions agricoles à 85 % net, pour une carrière complète.

Or, pour ceux qui se sont investis dans le passé pour leur commune, cette mesure est inéquitable, Elle le serait encore plus pour les titulaires d'une pension agricole qui exercent toujours un mandat électif et qui perçoivent des indemnités en 2022 car ils ne pourraient pas bénéficier du nouveau complément différentiel dans la mesure où ils n'ont pas liquidé leur retraite IRCANTEC à laquelle ils sont pourtant obligés de cotiser pendant toute la durée du mandat.

Pour tenter de pallier à cette iniquité de traitement, une lettre interministérielle du 17 mars 2022 demandait à ce que les retraités élus locaux puissent être éligibles aux conditions d'attribution des minimas de pension. Or, cette décision ne serait toujours pas appliquée.

J'ai donc demandé au Ministre de rappeler ses intentions aux organismes de retraite afin de faire respecter l'égalité de traitement entre ceux qui font vivre notre ruralité.

Retrouvez l'intégralité de cette question écrite [au lien suivant](#).



#SÉNATRICE SUR LE TERRAIN, À VOTRE ÉCOUTE!

EN BREF!

- Inauguration de l'extension de l'école de Neydens à l'invitation de son maire Carole Vincent. Une magnifique réalisation dont l'esplanade a été baptisée du nom de Caroline Laverrière, ancienne Maire de cette commune, disparue bien trop tôt.



- Plus de 400 personnes réunies le 9 septembre dernier à Domancy à l'occasion de la diffusion du film "Suspendus, des soignants entre deux mondes" suivi d'un riche débat que j'ai animé aux côtés de Judith Rémy, Cardiologue, Marc Gotti, juriste et de nombreux Elus Locaux pour la Défense des Libertés Fondamentales.



- Humaine, courageuse, généreuse et tant de qualités reconnues à travers cette Légion d'Honneur qui récompense le parcours exceptionnel de Josiane LEI, Maire d'Evian! Toutes mes félicitations!



- Réunion de travail au Syane avec son président, Joel Baud-Grasset afin d'échanger sur les problèmes liés aux opérations de raccordements clients ainsi qu'à l'augmentation des actes de malveillance sur le réseau fibre. Un échange constructif qui nous permettra de faire évoluer la législation en lien avec la proposition de loi de mon collègue Patrick Chaize, Sénateur de l'Ain, que j'ai cosignée et qui vise à remédier à ces difficultés. Consultez cette proposition de loi [au lien suivant](#).



FAVORABLE À UNE PROCÉDURE SIMPLIFIÉE DE DÉCLARATION AUPRÈS DE L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE POUR CRÉER DES RETENUES D'EAU

J'ai cosigné la proposition de loi de mon collègue sénateur Alain Duffourg, visant à prévoir une procédure simplifiée de déclaration auprès de l'autorité administrative pour créer des retenues d'eau de moins de 150.000 m3. Cette procédure permettrait aux agriculteurs de stocker l'eau pour l'irrigation des cultures et l'abreuvement du bétail, d'autant plus importante dans les zones agricoles de plus en plus soumises aux aléas climatiques.

Retrouvez l'intégralité de ce texte [au lien suivant](#).

A LA RÉGION

- Visite de rentrée dans plusieurs lycées

Visite du lycée professionnel Cecam Saint-Jeoire en présence de Loetitia Chaboud, directrice du site et Didier Aucagne, directeur de l'ESCR et réunion de travail avec Marcel Bechet, proviseur du Lycée Charles Poncet et Jean-philippe Mas, Maire de Cluses. L'occasion de faire le point sur les enjeux de cette rentrée scolaire, les travaux en cours et les très nombreux investissements financés par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Je suis également allée à la rencontre de la direction, de l'équipe éducative et des élèves de l'ENILV à la Roche-sur-Foron, aux côtés de Christelle Petex-Levet, Députée, Pierrick Ducimetière, Maire de la Roche-Sur-Foron, et plusieurs élus du conseil municipal.

- La Région soutient les communes rurales

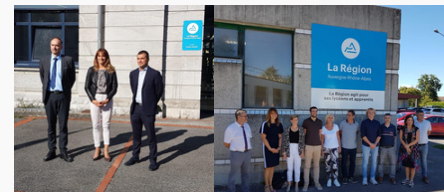
La Haute-Savoie a la chance de compter des communes rurales particulièrement dynamiques et vivantes, les amenant à se développer et à proposer des services ambitieux ! Deux beaux exemples de villages attractifs avec l'inauguration de l'agrandissement du groupe scolaire de Nangy et l'inauguration du commerce multiservices et le point poste de Jonzier Epagny. Bravo aux équipes municipales pour la qualité de ces investissements, massivement soutenus par la Région.



- Inauguration de la station V-GAS d'Annecy, 1ère station d'avitaillement GNC du département.

Le dispositif « GNVolont'air » mis en œuvre par la Région Auvergne-Rhône-Alpes soutient la demande d'avitaillement en aidant à l'acquisition de véhicules GNV, afin de favoriser l'émergence de l'offre d'avitaillement. Chaque projet de station permet de mobiliser 200000 € d'aide pour l'acquisition des véhicules GNV par les transporteurs et/ou les collectivités.

Le GNV présente un fort potentiel de diminution des particules fines et des oxydes d'azote, deux polluants contribuant fortement à la dégradation de la qualité de l'air. Il permet une réduction de près de 20 % des émissions de CO2 par rapport à l'essence et jusqu'à - 70 % d'émission d'oxydes d'azote par rapport au diesel. Un enjeu majeur en faveur de la qualité de l'air soutenu par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.



- Congrès des régions de France à Vichy.



- Remise d'un mini- bus de la Région au Ski Club d'Agy.



- Inauguration du pumptrack et flowpark de Sallanches.

Un équipement sportif de proximité et de qualité soutenu par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.



- Inauguration du Salon Horecalpes à Rochexpo - Foire Internationale.



Me contacter



Permanence Parlementaire - 16, place de l'Hôtel de Ville - 74 800 La Roche-sur-Foron
Téléphone: 04.50.25.18.10 - s.noel@senat.fr - www.sylvianoel.fr - www.senat.fr